



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 13 août 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées** Visite d'inspection du 16 juillet 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Équipement Rural**

31 rue des Clavières  
86500 Montmorillon

Références : 2025 1032 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007205027

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 juillet 2025 dans l'établissement Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Équipement Rural implanté lieu-dit « Chez Brisset » 86410 Verrières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Équipement Rural
- Lieu-dit « Chez Brisset » 86410 Verrières
- Code AIOT : 0007205027
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux est soumise au régime de la déclaration, conformément au bénéfice de l'antériorité accordé le 25 mars 2013.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 1.1.2	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Cuvettes de rétention	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 2.7
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 3.4
4	Localisation des risques	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.1
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.2
6	Réseau de collecte	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.2
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.5

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant devra justifier de la réalisation d'un contrôle des installations par un organisme agréé. Le rapport, accompagné le cas échéant d'un échéancier de remise en conformité, devra être transmis.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »</i>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 2 avril 2025, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification périodique des installations.</p> <p>L'exploitant ayant indiqué qu'aucun contrôle n'avait été réalisé sur les 5 dernières années, un délai de 4 mois lui a été accordé afin de faire réaliser celui-ci.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les contrôles de l'ensemble des déchetteries ont été réalisés début juillet. Les rapports devaient lui parvenir courant août.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra le rapport de vérification périodique des installations accompagné, le cas échéant, d'un échéancier de remise en conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <i>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</i> <i>Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. »</i>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les produits dangereux étaient stockés sur des rétentions adaptées. Des consignes sont affichées afin d'éviter le stockage de produits incompatibles sur une même rétention.  Le site est équipé d'un réservoir pour la collecte des huiles usagées. Celui-ci est à double enveloppe, et un regard permet de vérifier l'absence de fuite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. »</i>
<b>Constats :</b> La vérification des installations électriques a été réalisée en octobre 2024. Aucune observation n'est formulée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. »
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des zones à risques, dernièrement mis à jour en juin 2025. Des affichages rappellent les risques associés aux produits stockés au niveau des aires de stockages et dans les bureaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li></ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de moyens téléphoniques pour alerter les secours. L'exploitant dispose de plans des installations afin de permettre l'intervention des services de secours. Un poteau incendie est situé à l'entrée du site, sur la voie publique. Des extincteurs sont répartis en divers endroits du site. Ceux-ci ont fait l'objet d'une vérification en juin 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation. Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. »</i>
<b>Constats :</b> Les eaux de voiries du site sont collectées et envoyées avant rejet vers un séparateur d'hydrocarbure. Celui-ci a fait l'objet d'un pompage en juin 2025. Les eaux du bâtiment sont infiltrées sur une surface enherbée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, les produits susceptibles de causer une atteinte à l'environnement étaient stockés dans des conditions permettant d'éviter leur déversement dans le milieu naturel. Des procédures de gestion des situations d'urgences ont été établies en cas de déversement accidentel. Des sacs d'absorbants sont présents sur le site et le personnel est formé pour récupérer les éventuels déversements accidentels, les stocker de façon adaptée et les expédier vers la filière agréée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite